

Survalorisons-nous l'université ?

Nicolas Milot

Number 774, September–October 2014

Pour une éducation émancipatrice

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/72459ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (print)

1929-3097 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Milot, N. (2014). Survalorisons-nous l'université ? *Relations*, (774), 26–26.

Survalorisons-nous l'université?

NICOLAS MILOT

L'auteur est professeur associé à l'Institut des sciences de l'environnement de l'UQAM

L'université jouit d'une perception très favorable dans notre société. Étant directement liée aux processus de qualification menant à la vie professionnelle et, plus particulièrement, orientée vers les professions intellectuelles, elle est la voie privilégiée par plusieurs. L'obtention d'un diplôme universitaire est souvent associée à l'accès à des emplois mieux rémunérés et à de plus grandes possibilités d'avancement. Parallèlement, les études universitaires témoignent de la réussite des étudiants et de leur « progression » à l'intérieur du système d'éducation. L'université est ainsi un double symbole de réussite, passée et future, inévitablement valorisé dans notre société.

Dans ce contexte, une perception négative est souvent injustement associée aux professions manuelles et techniques, perçues comme étant moins attrayantes, moins exigeantes et réservées à ceux « qui n'ont pas pu aller à l'université ». La réalité, on le sait, est bien plus complexe. Plusieurs programmes professionnels et techniques sont contingentés et offrent des occasions de travail intéressantes et bien rémunérées. Certains secteurs sont même en manque de techniciens, alors que les travailleurs potentiels formés à l'université sont en surplus. De même, une reconnaissance accrue des intelligences multiples – logique, linguistique, spatiale, interpersonnelle, etc. – et, surtout, le recours grandissant à des approches de différenciation pédagogique consistant à former les élèves dès le primaire en fonction de leurs différences et aptitudes personnelles, mènent à reconsidérer la formation professionnelle. Non

pas en fonction des portes qu'ouvre théoriquement le milieu de formation, mais bien en fonction des portes que les capacités personnelles de l'élève lui permettent effectivement d'ouvrir.

Cela dit, un autre aspect du clivage entre les personnes qui suivent une formation technique et celles qui vont à l'université doit nous préoccuper : son incidence sur la participation citoyenne. L'université est en effet un espace de socialisation important pour près de 40 % des jeunes qui la fréquentent. Dans ce lieu d'échange, la construction collective de la connaissance trouve un terreau particulièrement fertile, notamment autour d'enjeux de mobilisation sociétaux. Les étudiants apprennent à débattre entre pairs, à confronter des idées divergentes.

Or, comme le souligne Frank Fischer dans son ouvrage *Citizen, Experts, and the Environment* (Duke University Press, 2000) sur la participation citoyenne en environnement, la propension à s'engager dans des débats en matière d'environnement augmente avec le niveau de formation. Cela serait dû notamment à une valorisation accrue des connaissances « logiques » acquises à l'université au détriment des connaissances techniques, mais surtout à l'inconfort relatif qu'ont les personnes qui n'ont pas fréquenté l'université à s'engager dans des espaces de discussion. En somme, même après les études, la fracture découlant de la distinction entre les cursus de formation perdure et affecte certains pans de notre vie collective.

La valorisation de l'université n'est pas une mauvaise chose en soi. On ne peut en effet que souhaiter le développement de celle-ci. Mais ce développement doit se faire en gardant un juste équilibre entre les rôles d'instruction, de développement d'une pensée critique, de qualification et de socialisation de l'institution universitaire. Cela est d'autant plus nécessaire que c'est sa fonction strictement « qualifiante » qui tend à devenir son principal critère de valorisation. Nicolas Oblin et Patrick Vassort, dans *La crise de l'université française* (2005), rappellent à juste titre qu'ayant centré leurs cursus sur des logiques de formation professionnelle, les universités contribuent à développer « un rapport au savoir essentiellement fonctionnel, instrumental et ultra-positiviste qui n'a guère à voir avec le développement de la connaissance et le positionnement de l'individu en sujet de connaissance » (p. 126). L'instruction générale des étudiants et le développement d'une pensée critique semblent avoir, dans plusieurs programmes, cédé le pas à ces objectifs plus « utiles ».

Bien que cette tendance lourde semble engager l'université dans la voie du savoir instrumental, paradoxalement, elle n'empêche pas le renforcement des frontières entre un monde du travail où les compétences d'ordre cognitif sont survalorisées au détriment des emplois soi-disant moins qualifiés. L'effacement de ces frontières doit donc faire l'objet d'une attention et d'une délibération démocratique soutenues, pour le bénéfice de tous.



Pierre Pratt, *Les bermudas de Michel-Ange*, tiré du livre *Encore des Pinardises*, Boréal, 2000, encre de chine et gouache